

ces organisations en tant qu'acteurs politiques – interrogeant leurs stratégies, leurs succès et leurs échecs comme partie intégrante de la construction du champ – est moins développée.

De même, la présentation de M. R. Madsen de l'impact de l'État providence sur les droits de l'homme n'est pas entièrement convaincante. Essentiellement, l'auteur argumente que cette restructuration expansionniste des activités de l'État est allée de pair avec un certain « déclassement » de la position des juristes ; le droit, en quelque sorte, a cédé sa place à la politique et à d'autres formes d'expertise (valorisant ou revalorisant d'autres capitaux sociaux). Si l'argument semble clairement tenir dans les cas scandinaves, où M. R. Madsen démontre comment la construction de l'État providence avait pour effet de subsumer (voire de délégitimer jusqu'à un certain point) une idée traditionnelle des libertés civiles, la généralisation de cette tendance aux deux autres cas étudiés ne semble pas aussi systématiquement fondée. Ici encore, un complément d'analyse, passant des structures sociales aux réseaux du pouvoir, aurait pu peut-être donné un autre regard, et dévoilé d'autres dimensions de la question, dont, par exemple, l'influence du « *civil rights movement* » américain dans le cas britannique (qui, présentement, trouvera peut-être sa place dans le deuxième tome).

Néanmoins, il reste que cet ouvrage est une contribution majeure à notre compréhension de l'émergence du système européen de la protection des droits de l'Homme. Pour la période traitée par ce premier volume, le livre de M. R. Madsen prendra certainement sa place comme une référence indispensable, à côté d'une littérature autrement dominée par des historiens du droit ou des juristes-historiens¹. Pour la communauté d'euro-péanistes, le livre doit aussi servir à nous interpeller, soulignant l'intérêt et l'importance de la structuration de cet espace des droits de l'Homme comme partie prenante de la construction

européenne. Trop longtemps resté le parent pauvre des études européennes, il est temps que la Cour de Strasbourg et le champ européen des droits de l'homme commencent à susciter un intérêt scientifique plus soutenu², rejoignant l'impressionnant corpus des travaux de science politique (et de fructueux débats interdisciplinaires) qui ont longtemps pris la Cour de Luxembourg et les autres acteurs du droit de l'Union européenne comme objets d'analyse privilégiés³. Pour commencer, espérons que les PUS ne tardent pas à nous livrer le deuxième tome de cet important ouvrage.

Robert Harmsen -
Université du Luxembourg

Casanova (Pascale), dir. - *Des littératures combatives. L'internationale des nationalismes littéraires. Avec un inédit de Fredric Jameson.* - Paris, Raisons d'agir, 2011 (Cours et travaux). 220 p.

Dans *La République mondiale des lettres* publiée en 1999, Pascale Casanova éclairait déjà l'espace littéraire international comme champ de luttes et jeux de pouvoir dans une approche inspirée par Pierre Bourdieu. Publié sous sa direction, ce nouveau volume porte sur cette même mondialité, observée ici depuis « l'internationale des nationalismes littéraires ». Proposant une lecture des « phénomènes nationalistes et littéraires en tant que productions à la fois et inséparablement nationales et internationales » (p. 12), celui-ci partage un questionnaire développé depuis plusieurs années par la socio-histoire de l'État et des identifications nationales. Ce questionnement fut investi plus récemment par une histoire culturelle transnationale qui envisage la nationalisation et la mondialisation des espaces comme des processus allant de pair.

Signé par P. Casanova, le premier chapitre intitulé « La guerre de l'ancienneté » décrit le

1. Notons le magistral travail historique de A. W. Brian Simpson, *Human Rights and the End of Empire. Britain and the Genesis of the European Convention*, Oxford, Oxford University Press, 2001, aussi bien que la parution récente d'une importante histoire de la CEDSH : Ed Bates, *The Evolution of the European Convention on Human Rights. From its Inception to the Creation of a Permanent Court of Human Rights*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

2. M. R. Madsen lui-même était un des co-initiateurs d'un projet récent marquant une étape importante en vue de combler cette lacune. Voir Jonas Christoffersen, Mikael Rask Madsen (eds), *The European Court of Human Rights Between Law and Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

3. Pour une revue de la littérature récente concernant la science politique du droit de l'UE, voir Nicholas Leron, « La Cour de justice de l'Union européenne et l'intégration juridique : maturité et limites d'un sous-champ des études européennes », *Revue française de science politique*, 61 (6), décembre 2011, p. 1146-1151.

champ littéraire international comme un « immense univers de compétition généralisée » où « chaque espace national [...] est fortement défini par la place qu'il occupe dans la structure mondiale » (p. 21). La « croyance nationale » apparaît comme une ressource symbolique pour des littératures « jeunes » ou « mineures » (en termes de position structurelle), « combatives », engagées dans la contestation de la domination, alors que les littératures « les plus anciennes » ont connu « une séparation progressive entre l'ordre littéraire et l'ordre politique » (p. 22). Tout en mettant en garde contre une approche trop rigide de la polarité majeur/mineur, ancien/jeune ou encore centre/périphérie, celle-ci guide la vision structuraliste de la littérature-monde de P. Casanova et de la place qui y occupe la « croyance nationale ». Une définition plus précise des concepts, une historicisation plus fine, ainsi qu'une problématisation plus élaborée de la relation entre la nationalité politique et la nationalité littéraire auraient pu enrichir le propos de ce chapitre introductif. Rappelons seulement que le champ littéraire n'occupe pas la même place symbolique dans les différentes cultures nationales et cette position – de même que celle, spécifique, du champ littéraire transnational – connaît des redéfinitions dans le temps. Les hiérarchies politiques, économiques et culturelles et leurs manières de s'entre-tisser exigeraient une lecture plus attentive aux logiques spécifiques.

Ce cadre d'analyse structuraliste n'est pas partagé au même degré par les huit autres contributeurs. Leurs ancrages disciplinaires – études littéraires, histoire culturelle postcoloniale, sociologie de la culture – en partie façonnés par des traditions savantes particulières (américaine, allemande, autrichienne, brésilienne, française, indienne et suisse) guident des choix en termes de paradigmes et d'approches. Sur les neuf chapitres, cinq sont des études de cas centrées sur des figures littéraires canoniques, Jorge Luis Borges et Robert Musil, par exemple. Celles-ci permettent d'explorer à travers un examen des productions discursives, des nationalismes littéraires dans la France de la Troisième République (Ursula Bähler), dans le monde germanique de la première guerre mondiale (Norbert Christian Wolf), dans l'Argentine (Sergio Miceli) et l'Inde (Dilip M. Menon) des années 1920-1930 ou encore dans le Maghreb postcolonial (Michael Einfalt). Certaines de ces contributions donnent à voir des internationalités littéraires productrices de

nouvelles frontières. S. Miceli suit ainsi le jeune Borges qui, à 22 ans, de retour d'un long séjour en Europe, mobilise des catégories esthétiques nourries par une formation littéraire sophistiquée acquise en Suisse et en Espagne, pour se réapproprier une thématique nativiste développée par la génération précédente d'écrivains nationalistes argentins.

Avec la sociologie historique des rapports entre littérature et « moralisme national », de la Troisième République aux procès de l'épuration, Gisèle Sapiro restitue la multiplicité d'acteurs et de logiques politiques et sociales, intranationales et transnationales, qui participent à la légitimation du cadre national par rapport auquel les écrivains français définissent leur responsabilité jusqu'aux années 1950. Cette centralité sociologiquement documentée de la nation n'est pas sans questionner l'image d'une littérature « pacifiée », suggérée par Pascale Casanova. Les contributions de Laurent Jeanpierre comparant les approches des nationalismes littéraires chez A. Gramsci et P. Bourdieu et esquissant une sociologie de la réception pour comprendre la façon dont certains défenseurs français des *cultural studies* mobilisent Gramsci contre Bourdieu, ainsi que celle de Fredric Jameson, critique littéraire marxiste américain dont les travaux ont connu une diffusion progressive en France à partir des années 1990, qui s'intéresse ici à l'esthétique cognitive de la littérature du tiers-monde, enrichissent ce volume.

Inédit en français, nonobstant sa visibilité dans les études littéraires anglo-saxonnes après sa publication en 1986, « La littérature du tiers-monde à l'époque du capitalisme multinational » de Fredric Jameson propose une vision de la « littérature-monde » assez proche de celle de P. Casanova. Mais cette théorisation structuraliste des modes d'articulation des rapports entre littérature et politique au sein des littératures asiatiques, africaines et sud-américaines engagées « dans un combat à mort avec l'impérialisme culturel du Premier Monde » (p. 42) fut à sa parution l'objet de critiques puissantes de la part des études post-coloniales émergentes, qui en avaient fait un point de focalisation et un contre-modèle. Or, dans sa contribution à ce volume consacrée à A. Balakrishna Pillai (1889-1960), promoteur dans le Kerala indien des années 1930 d'une esthétique littéraire dont l'horizon transcendait « les géographies créées par le colonialisme et le nationalisme » (p. 118), Dilip M. Menon discute la conception de la littérature-monde de

P. Casanova et d'autres auteurs marxistes. Il emprunte pour cela le vocabulaire postcolonial défini par les critiques des années 1980 de F. Jameson, qui récusait sa téléologie marxiste et son « orientalisme théorique ». D. M. Menon conteste notamment l'usage d'un modèle centre (européen)-périphérie qui « réinstalle les téléologies et les linéarités d'autrefois ainsi que la notion d'un temps unitaire » (p. 121). Il oppose la *connexité* à la *comparaison* (associée à la logique du nationalisme) et suggère « une notion du territoire moins en termes de cohérence unitaire qu'en termes de métissage des espaces, voire des temps » (p. 119).

Regretter que l'introduction qui assume la diversité des paradigmes et des approches au nom de l'ambition à « internationaliser la pensée du national » (p. 24), ne propose pas un retour critique sur les termes du débat opposant depuis le milieu des années 1980 théoriciens marxistes et *postcolonial studies*, alors même que celui-ci se prolonge dans cet ouvrage, n'interdit pas de saluer la contribution de ce volume à la compréhension de la production internationale des nationalités littéraires.

Antonela Capelle-Pogăcean -
Sciences Po Paris, CERI

Ramet (Sabrina P.), ed. - *Central and Southeast European Politics since 1989*. - New York, Cambridge University Press, 2010. XX + 564 p. Index.

L'ambition de l'ouvrage dirigé par Sabrina Ramet était de taille : traiter en un seul volume des transformations qui ont marqué pendant les deux décennies écoulées les systèmes politiques d'un nombre très important d'États dont le point commun était d'appartenir antérieurement à la zone soviétique : qu'ils en aient été partie intégrante comme la Moldavie ou les pays Baltes ; largement dépendants comme les pays d'Europe centrale et balkanique, ou sous influence directe comme en Yougoslavie ou encore en Albanie. Leur homogénéité tenait surtout à la domination sans partage du parti communiste sur toute la vie politique, économique et sociale. Tous ces pays se sont trouvés confrontés aux nécessités de s'adapter à la nouvelle donne ouverte en 1989 et donc de réorganiser leurs scènes politiques et leur structure économique.

Initiée par une première partie qui traite des thèmes partagés – à l'instar des constructions

démocratiques, de la construction des États nations, des systèmes de partis dans la nouvelle Europe et des politiques économiques – l'ouvrage se poursuit par l'examen des différents blocs de pays. Chacun d'entre eux fait l'objet d'une analyse selon le même schéma d'exposition où se trouvent traitées successivement les transformations institutionnelles, les nouvelles formes des systèmes politiques, les politiques de démocratisation et de privatisation, la corruption, voire la criminalité qui leur sont attachées, enfin des particularités touchant les migrations, ou encore les composantes ethniques. Le lecteur y puisera d'utiles informations sur les évolutions des deux dernières décennies, même si l'on peut regretter l'absence d'un chapitre conclusif comparatif et, par ailleurs, celle de cartes et de tableaux comparés.

Une courte partie conclusive de l'ouvrage aborde les deux champs de la sécurité régionale, et de l'intégration dans l'Union européenne (UE), avec notamment le chapitre d'Ulrich Sedelmeier qui traite de la démocratisation en Europe centrale portée par les politiques de l'UE. L'auteur insiste sur les différents aspects de la conditionnalité à disposition de l'UE pour mieux soutenir et affermir les processus, mais qui n'a guère fonctionné à plusieurs reprises en raison des conflits au sein de la Commission, ou encore de sa méconnaissance des réalités est-européennes. C'est notamment le cas en matière de politique sociale ou encore de politique régionale. Pire, l'UE a contribué à bloquer des évolutions en imposant des formes d'échange politiques qui ont entravé des innovations locales. Le soutien financier massif à certaines ONG a contribué à empêcher l'émergence de sociétés civiles locales. Par souci d'efficacité et de rapidité, les exécutifs nationaux l'ont emporté sur les procédures parlementaires d'examen des lois et donc aux dépens de la démocratie naissante.

À cet égard, nombre de travaux dans cet ouvrage mettent en avant les désajustements entre d'un côté les outils et les politiques de l'UE, voire même ses ambitions, et de l'autre les réalités est-européennes forgées au long de trajectoires historiques radicalement différentes des États de l'Ouest. Dans ces conditions, les « désajustements » sont légion, l'opportunisme des acteurs locaux gagne du terrain, la corruption fait florès. Les sociétés civiles ou encore les syndicats sont manquants alors mêmes qu'ils devraient accompagner la mise en œuvre des règles politiques et économiques pour garantir leur efficacité. Au